

**Assemblée générale**

Distr. générale
24 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa cinquante-neuvième session,
18-26 novembre 2010**

N° 25/2010 (Qatar)

Communication adressée au Gouvernement le 2 août 2010

Concernant: Mohamed Farouk al-Mahdi

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Agissant conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement la communication susmentionnée.

2. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas fourni les informations demandées.

3. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III).

4. Eu égard aux allégations formulées, le Groupe de travail aurait souhaité la coopération du Gouvernement.

5. L'affaire concerne Mohamed Farouk al-Mahdi, qui a la double nationalité britannique et égyptienne.

6. Dans une lettre datée du 2 août 2010, le Groupe de travail a porté la communication à la connaissance du Gouvernement qatarien. Le 3 novembre 2010, il a informé le Gouvernement qu'il avait l'intention d'examiner l'affaire concernant la détention de Mohamed Farouk al-Mahdi à sa cinquante-neuvième session. Aucune réponse ne lui est parvenue dans le délai de quatre-vingt-dix jours fixé dans les Méthodes de travail du Groupe.

7. Selon la source, M. al-Mahdi a été arrêté, en octobre 2009, sans mandat, à la suite de litiges financiers avec son employeur, la banque Al Khaliji à Doha. Il est resté détenu sans inculpation ni jugement jusqu'au 14 septembre 2010, date à laquelle il a été remis en liberté.

8. À la suite d'allégations de ses anciens employeurs qui l'avaient mis en cause dans une affaire de mauvaise gestion financière, M. al-Mahdi a été arrêté le 15 octobre 2009 alors qu'il avait été convoqué au bureau du Procureur. Il a été transféré le même jour au poste de police «principal» (Asima) de Doha, où il est resté détenu au secret et à l'isolement, pendant quatre jours. Ce n'est que quand sa famille eut demandé plusieurs fois à le voir aux autorités du poste de police qu'il a été sorti de l'isolement.

9. La source indique que aucun mandat d'arrêt n'a été produit et que M. al-Mahdi n'a pas comparu devant un juge, et n'a été ni inculpé ni jugé. Son avocat a déposé une plainte pour contester la légalité de la détention de M. al-Mahdi. Cette plainte a conduit la Cour d'appel de Doha à ordonner sa remise en liberté, le 30 mai 2010. Toutefois, les autorités ont ignoré cette décision et l'ont maintenu en détention.

10. Selon la source, M. al-Mahdi n'a été remis en liberté que le 14 septembre 2010.

11. La source ajoute que M. al-Mahdi souffre de problèmes de santé, qui se sont aggravés à cause de sa détention. Il était déjà sujet à des attaques de panique et souffrait de dépression avant d'être placé en détention, mais pendant la détention, ces troubles se sont aggravés et il a été transféré deux fois dans une unité psychiatrique, la première fois, en décembre 2009, en raison de plusieurs attaques de panique, puis de nouveau entre le 18 et le 22 mai 2010. Après son transfert, les autorités chargées des poursuites ont à chaque fois demandé qu'il soit réincarcéré, ce qui a été fait, contre l'avis des médecins, qui estimaient qu'il devait être soigné.

12. La source indique que, pendant la détention de M. al-Mahdi, sa jeune famille était dans une situation très difficile. Les autorités ont gelé ses comptes bancaires dès son arrestation, ce qui a obligé sa femme à travailler à temps plein pour subvenir aux besoins de ses enfants, dont le plus jeune étant né quelques semaines seulement avant l'arrestation de M. al-Mahdi.

13. La source fait valoir que les autorités qatariennes ne pouvaient invoquer aucun fondement légal pour la détention de M. al-Mahdi, puisqu'elles avaient passé outre à une ordonnance de remise en liberté émanant d'un tribunal compétent. Elle estime que l'affaire relève de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

14. En outre, selon la source, M. al-Mahdi n'a pas bénéficié des garanties fondamentales d'un procès équitable, puisqu'il n'a pas été inculqué ni jugé entre son arrestation et sa remise en liberté; son avocat n'a pas pu obtenir de copie du dossier et n'a donc pas été en mesure de préparer sa défense comme il convient. La source affirme que l'affaire relève donc de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

15. La source avait instamment prié le Groupe de travail de demander que M. al-Mahdi soit immédiatement remis en liberté et qu'une indemnisation lui soit accordée pour sa détention arbitraire, qui a duré plus de neuf mois. Après avoir adressé la communication initiale, elle a fait savoir que M. al-Mahdi avait été remis en liberté en avril.

16. Le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. al-Mahdi.

17. Après son arrestation le 15 octobre 2009, M. al-Mahdi n'a pas été déféré devant un juge, inculqué ni jugé et n'a pas fait l'objet d'un mandat d'arrestation. Ce n'est que le 30 mai 2010, à la suite d'une plainte déposée par son avocat, que la Cour d'appel de Doha a ordonné sa remise en liberté. Le Groupe de travail estime que ces faits constituent une atteinte au droit à un procès équitable, consacré par l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et que l'affaire relève par conséquent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

18. Alors qu'un tribunal avait ordonné la libération de M. al-Mahdi, celui-ci a été maintenu en détention jusqu'au 14 septembre 2010. Le Groupe de travail considère que le maintien d'une personne en détention alors que sa remise en liberté a été ordonnée par le tribunal compétent pour exercer le contrôle de la légalité de la détention, rend la privation de liberté arbitraire. La détention arbitraire constitue une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Groupe de travail réaffirme que, dans de telles affaires, aucun fondement légal ne peut être invoqué pour justifier la détention. Par conséquent, l'affaire relève de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

19. Conformément aux procédures suivies par le Groupe de travail si, depuis que le Groupe de travail a été saisi, la personne a été libérée quelle qu'en soit la raison, le Groupe de travail se réserve le droit de rendre un avis, au cas par cas, sur la question de savoir si la privation de liberté était ou non arbitraire, ce nonobstant la libération de la personne concernée.

20. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

a) La privation de liberté de Mohamed Farouk al-Mahdi pendant la période allant du 15 octobre 2009 au 30 mai 2010 (date à laquelle le tribunal a ordonné sa libération) est arbitraire, en ce qu'elle était contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail;

b) La détention de Mohamed Farouk al-Mahdi pendant la période allant du 30 mai 2010 au 14 septembre 2010 (date de sa libération) est arbitraire et relève de la catégorie I car il n'existait aucun fondement légal valable justifiant la privation de liberté.

21. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement qatarien de rendre effectif le droit à réparation à l'égard de Mohamed Farouk al-Mahdi.
22. Le Groupe de travail engage le Gouvernement qatarien à envisager la possibilité d'adhérer au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 19 novembre 2010]
